



Independent observer
of the Global Fund

L'AFRIQUE DU SUD RELÈVE LE DÉFI DE LA PRÉVENTION DU VIH CHEZ LES ADOLESCENTES ET LES JEUNES FEMMES AVEC UNE NOUVELLE SUBVENTION DU FONDS MONDIAL

L'Afrique du Sud, où sévit la plus grande épidémie nationale de VIH du monde, se prépare à commencer la mise en œuvre d'une nouvelle subvention du Fonds mondial d'un montant de 353,3 millions de dollars pour la période allant du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2022. La demande de financement a été présentée à l'occasion de la sixième période d'examen (6 août 2018) et examinée en septembre 2018 par le Comité technique d'examen des propositions, qui a recommandé son approbation.

(Note de la rédaction : Cet article concerne le contenu de la demande de financement, qui, à la date de publication, en était aux dernières phases d'établissement de la subvention.)

La subvention est axée à titre de priorité absolue sur les adolescentes et les jeunes femmes, 84,6 millions de dollars (23 pour cent de la somme allouée totale) étant demandés pour un programme combiné de prévention ciblant les adolescents et les jeunes de 15 à 24 ans, aussi bien scolarisés que non scolarisés. Cela mérite mention car il s'agit du pays bénéficiant de loin du plus gros investissement du Fonds mondial dans les adolescents et les jeunes. « Étant donné que l'Afrique du Sud a la charge de morbidité du VIH la plus élevée parmi les jeunes filles et les jeunes femmes, et la plus grande disparité entre femmes et hommes, c'est un pays crucial pour le Fonds mondial en termes de riposte au VIH au sein de cette population », indique Heather Doyle, coordinatrice principale pour les questions de genre au Fonds mondial.

Le reste du montant demandé était destiné à des programmes globaux de prévention pour les travailleurs du sexe et leurs clients, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes

transgenres et les consommateurs de drogues injectables et leurs partenaires (105,7 millions de dollars), à la lutte contre la tuberculose (60 millions de dollars), la lutte conjointe contre la tuberculose et le VIH (4,6 millions de dollars) et les activités transversales visant à renforcer les systèmes résistants et pérennes pour la santé (97,3 millions de dollars).

Le programme axé sur les adolescentes et les jeunes femmes sera mis en œuvre par trois récipiendaires principaux : AIDS Foundation South Africa, NACOSA et Beyond Zero. La subvention espère atteindre 166 000 filles et jeunes femmes avec un paquet complet d'ici la troisième année de mise en œuvre.

En Afrique du Sud, les filles et les jeunes femmes continuent d'être touchées de manière disproportionnée par le VIH tout au long de leur vie. Ainsi, un tiers de toutes les nouvelles infections au VIH dans le pays frappe la population féminine âgée de 15 à 24 ans – au rythme effarant de 1 674 nouveaux cas par semaine. Le [modèle Thembisa](#) – un modèle mathématique mis au point pour décrire les différents aspects de l'épidémie sud-africaine de VIH – suggère que l'incidence du virus est au plus haut chez les filles âgées de 19 ans, à 2,74 pour cent. Cependant, la disparité en termes d'âge et de genre au niveau des nouvelles infections est la plus élevée parmi la population âgée de 17 ans, âge auquel les filles ont 8,7 fois plus de probabilité d'être infectées par le VIH que les garçons (Figure 1).

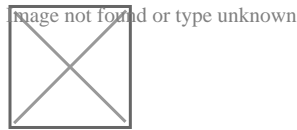


Figure 1. Incidence du VIH chez les adolescents et les jeunes d'Afrique du Sud (2016)

Selon une [enquête nationale récente](#), des facteurs sociaux et structurels exacerbent la vulnérabilité des adolescentes et des jeunes femmes face au VIH. En 2017, 35,8 pour cent des adolescentes âgées de 15 à 19 ans avaient un partenaire sexuel masculin plus âgé d'au moins 5 ans, et 37 pour cent des jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans ont indiqué avoir reçu de l'argent ou des cadeaux lors de leurs derniers rapports sexuels.

Ce programme intensifié sera mis en œuvre au travers de cinq modèles de prestation de services ciblés :

1. les écoles secondaires ciblent les filles et les garçons âgés de 15 à 19 ans ;
2. les institutions tertiaires, les universités et les écoles de formation technique et professionnelle ciblent les jeunes âgés de 20 à 24 ans ;
3. les espaces sécurisés ciblent les adolescents et les jeunes âgés de 15 à 24 ans non scolarisés ;
4. les communautés ciblent le changement de normes parmi les hommes, les garçons, les parents et les accompagnants ;
5. une démarche mixte public-privé cible les partenaires sexuels masculins des filles et des jeunes femmes.

Pour la première fois, le programme sera mis en œuvre dans 360 des écoles secondaires les plus pauvres d'Afrique du Sud dans huit des neuf provinces du pays – il s'agit d'écoles qui dépendent entièrement de fonds publics et ne font pas payer de frais de scolarité aux élèves.

Aux fins de la pérennité, les investissements seront utilisés en vue de renforcer la capacité des structures dirigeantes des écoles à appuyer la mise en œuvre de la [politique nationale du Département de l'éducation de base en matière de VIH, d'infections sexuellement transmissibles et de tuberculose](#) – qui autorise à mettre des préservatifs et aux services de santé sexuelle et reproductive à la disposition des élèves à l'école. Par ailleurs, à l'appui du programme d'éducation par les pairs du même département,

des messages adaptés sur le VIH et la santé sexuelle et reproductive seront transmis au travers du programme télévisé populaire [MTV Shuga](#).

Douze équipes cliniques mobiles itinérantes fourniront en outre des services sélectionnés en matière de VIH, de tuberculose et de santé sexuelle et reproductive et assureront la liaison avec les écoles des environs. Le programme offrira également des services d'appui aux devoirs et des « paquets de dignité » afin d'encourager les filles à rester à l'école. Cela est lié aux preuves abondantes selon lesquelles la probabilité que les filles aient du mal à obtenir des résultats scolaires satisfaisants et abandonnent l'école augmente avec le manque d'accès aux [produits d'hygiène menstruelle](#).

Pour ce qui est des universités et des écoles de formation technique et professionnelle, des fonds ont été demandés pour compléter les services VIH/tuberculose/santé sexuelle et reproductive ciblant les jeunes femmes (20-24 ans) au travers des cliniques existantes sur les campus universitaires et financer le placement de 36 distributeurs automatiques. Chacun de ces distributeurs sera approvisionné en kits d'autodiagnostic du VIH, tests de grossesse, préservatifs, lubrifiants et produits d'hygiène menstruelle afin d'améliorer l'accès à ces produits essentiels. Les premiers résultats d'une [évaluation continue du Fonds mondial](#) révèlent que le manque d'accès aux produits, en particulier aux préservatifs, constitue un obstacle majeur pour la prévention du VIH chez les jeunes femmes de cette tranche d'âge.

Axée sur les filles et jeunes femmes de 15 à 24 ans en dehors de l'école (notamment après l'école), la subvention testera l'utilisation d'espaces sécurisés comme nouvelle approche de mise en œuvre de certains éléments du paquet de services. Le modèle d'espace sécurisé est conçu sous forme de « guichet unique » par lequel offrir l'ensemble des prestations de prévention du VIH aux filles et aux jeunes femmes, qu'elles soient ou non scolarisées. Il développera les éléments probants et enseignements qui ressortent du programme [DREAMS](#) financé par USAID et le PEPFAR.

Au niveau communautaire, l'accent sera mis sur l'intégration des interventions structurelles et comportementales, en particulier autour de la prévention de la violence fondée sur le genre et de la modification des normes liées au genre. Les programmes d'éducation juridique devraient sensibiliser et éduquer les communautés aux lois sur l'âge de consentement en matière d'accès aux services de santé sexuelle et de rapports sexuels – obstacle identifié dans le cadre de l'évaluation de référence des droits humains en Afrique du Sud.

L'approche mixte public-privé devrait permettre de réduire les obstacles liés au genre entravant l'accès aux soins et d'améliorer le recours des hommes qui travaillent aux services de lutte contre le VIH. Des programmes sur le lieu de travail visant les chauffeurs de taxi et les ouvriers d'usine offriront des services faciles d'accès, orientant les hommes vers des soins complémentaires au travers d'accords de capitation (régime de soins de santé selon lequel le prestataire de soins reçoit un montant fixe pour chaque patient qu'il couvre et gère de manière appropriée) avec des prestataires spécialisés dans les soins de santé pour hommes.

Déploiement de la prophylaxie pré-exposition pour les adolescentes et les jeunes femmes

Après avoir la prophylaxie pré-exposition pour les travailleurs du sexe en juin 2016, puis pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes en avril 2017, l'Afrique du Sud a commencé à la déployer pour les adolescentes et les jeunes femmes en mars 2018. Ce déploiement répond aux directives internationales concernant la prophylaxie pré-exposition pour toutes les adolescentes et jeunes femmes exposées au risque du VIH. (L'OMS a publié de [nouveaux modules sur la prophylaxie préexposition](#), les élargissant des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes aux autres populations à risque, notamment les adolescents et les jeunes, en juillet 2018.)

La prophylaxie préexposition pour les filles et les jeunes femmes est une nouvelle addition au programme du Fonds mondial en Afrique du Sud, basée sur l'argumentaire d'investissement du pays en matière de lutte contre le VIH et la tuberculose – une analyse continue menée par [HE2RO](#) – qui a notamment évalué l'impact et le rapport coût-efficacité de la mise en œuvre de la prophylaxie préexposition. Il ressort de cette analyse que le principal impact de l'introduction de la prophylaxie préexposition par voie orale en termes de nouvelles infections évitées est enregistré

parmi les adolescentes âgées de 15 à 19 ans. La conclusion tirée est que les investissements dans la prophylaxie préexposition pour ce groupe de population peut entraîner des gains d'efficacité et, à terme, des économies. Des fonds ont été demandés en vue de soutenir la création de sites publics offrant la prophylaxie préexposition et de demande parmi les filles et les jeunes femmes.

Fonds de contrepartie

L'Afrique du Sud avait droit à des fonds de contrepartie du Fonds mondial à hauteur de 5 millions de dollars pour la programmation ciblant les adolescentes et les jeunes femmes. Le financement à effet catalyseur sera consacré à des interventions d'autonomisation économique des jeunes femmes et des filles, à la mise au point d'un répertoire complet d'orientation des adolescentes et des jeunes femmes par voie électronique, à un projet pilote d'autodiagnostic du VIH chez les partenaires sexuels masculins des adolescentes et des jeunes femmes et à la fourniture de programmes psychosociaux adaptés de soutien à l'observance pour les adolescentes vivant avec le VIH.

L'ampleur de l'investissement du Fonds mondial en faveur des adolescentes et des jeunes femmes en Afrique du Sud correspond à une de ses stratégies clés, qui consiste à aider les pays à utiliser leur propre méthodologie de définition d'objectifs en vue d'établir de meilleures prévisions de l'incidence du VIH pour différentes catégories d'âge, en particulier les 15 à 24 ans. En Afrique du Sud, ce modèle est la campagne [She Conquers](#), un cadre organisateur visant à garantir l'alignement de toutes les activités ciblant les filles et les jeunes femmes, dans les tous secteurs. Mme Doyle, la coordinatrice du Fonds mondial pour les questions de genre, ajoute qu'il est « crucial que les pays aient leurs propres cibles, des stratégies efficaces et des plans de financement pour des objectifs à long terme en vue de réduire l'incidence du VIH chez les filles et les jeunes femmes ».

Dialogue dans le pays et participation communautaire

La priorisation des filles et des jeunes femmes dans la demande de financement de l'Afrique du Sud est le résultat de la participation efficace des communautés au dialogue dans le pays. Avec l'appui du programme d'assistance technique du Fonds mondial en matière de communautés, de droits et de genre, Civil Society Women's Sector a réalisé une analyse de situation des besoins des filles et des jeunes femmes et élaboré un plan sur les manières de les faire participer tout au long du cycle de vie des subventions.

« Sans ce soutien, nous n'aurions pas été en mesure d'organiser deux larges consultations des filles et jeunes femmes dans les provinces du Cap oriental et de Kwazulu-Natal », affirme Khanyisa Dunjwe, en charge de la société civile au sein de Women's Sector. Et d'ajouter que « nous avons pu réellement faire en sorte que la voix des filles et jeunes femmes au service desquels sont ces programmes soit représentée dans la demande de financement, notamment en ce qui concerne la nécessité de développer les compétences pratiques et de renforcer les capacités de leadership des jeunes femmes afin qu'elles puissent participer aux structures de gouvernance et de suivi stratégique du Fonds mondial dans le pays ».

Les dernières négociations de la subvention sont presque terminées, et la nouvelle subvention devrait être soumise au Comité d'approbation des subventions et à l'approbation du Conseil d'administration du Fonds mondial avant le 1^{er} avril 2019, date de début prévue de la subvention.

[Read More](#)
